

Tribune

Les anticapitalistes sont une secte apocalyptique, par Rainer Zitelmann

2008, Covid... Pour les anticapitalistes, les crises économiques sont une source d'espoir, celui de voir le capitalisme s'effondrer sur lui-même. Leurs attentes ont toujours été déçues.

ARTICLE RÉSERVÉ AUX ABONNÉS



"Les crises font partie du capitalisme, et même si leurs effets à court terme entraînent de grandes difficultés pour les entreprises et leurs salariés, elles ont des effets très positifs à moyen et long terme"
[afp.com/DANIEL ROLAND](https://afp.com/DANIEL%20ROLAND)

Par Rainer Zitelmann* - Publié le 18/05/2023 à 17:00

Depuis toujours, les anticapitalistes anticipent la grande crise qui provoquera l'effondrement final et irréversible du capitalisme. Karl Marx croyait avoir découvert un certain nombre de "lois" économiques qui conduiraient inévitablement à la chute du capitalisme, tels la "baisse tendancielle du taux de profit" ou l'appauvrissement du prolétariat.

Pour les anticapitalistes, les crises économiques ont toujours été avant tout une source d'espoir, celui de voir le capitalisme s'effondrer sur lui-même.

Malheureusement pour eux, leurs espoirs ont été déçus à maintes reprises. A bien des égards, les anticapitalistes s'apparentent à une secte apocalyptique, annonçant sans relâche de nouvelles dates pour la fin du monde, après que leurs précédentes prophéties se sont révélées infructueuses et que la vie a repris son cours normal.

LIRE AUSSI >> [Adèle Haenel : derrière le radicalisme chic, l'inquiétant virage marxiste](#)

Lors de la crise financière de 2008, les anticapitalistes ont cru que la fin tant attendue du capitalisme était enfin arrivée. Lorsque le capitalisme a survécu à cette crise, ils ont été contraints d'attendre et de puiser de l'espoir dans la crise du coronavirus de 2020-2021. Dès les premiers jours de la pandémie de Covid-19, les intellectuels de gauche ont souvent exprimé leur espoir que l'épidémie réaliserait enfin ce dont ils avaient rêvé pendant la crise financière de 2008, à savoir une réorganisation fondamentale de la société et la défaite finale du capitalisme. William Davies, sociologue britannique, a publié un article dans *The Guardian* avec pour titre : "La dernière crise mondiale n'a pas changé le monde. Mais celle-ci pourrait le faire".

Les crises font partie du capitalisme, et même si leurs effets à court terme entraînent de grandes difficultés pour les entreprises et leurs salariés, elles ont des effets très positifs à moyen et long terme, ce à quoi faisait référence l'économiste politique autrichien Joseph Schumpeter lorsqu'il a inventé l'expression de "destruction créatrice".

Le mythe du New Deal

Mais lorsque les hommes politiques s'en mêlent, les crises s'aggravent souvent et durent plus longtemps que nécessaire. L'économiste américain Thomas J. DiLorenzo a comparé l'approche adoptée par le gouvernement américain sous le président Martin Van Buren pour faire face à la dépression de 1837 avec celle du président Franklin D. Roosevelt à la suite de la Grande Dépression de 1929. Van Buren a poursuivi une politique de laisser-faire sans équivoque et a résisté à toutes les propositions d'action directe du gouvernement et d'interventionnisme, ce qui a permis de mettre fin très rapidement à la crise. En revanche, Roosevelt a lancé son

New Deal, qui s'appuyait sur une série complète de programmes gouvernementaux et poursuivait une politique anticapitaliste et interventionniste.

LIRE AUSSI >> Le retour de la violence politique ? Ces signaux qui doivent nous alerter, par Gérald Bronner

Contrairement au mythe répandu par les anticapitalistes selon lequel le New Deal a mis fin à la crise, les politiques de Roosevelt l'ont en fait prolongée. Le taux de chômage, qui n'était que de 3,2 % en 1929, a atteint 14,6 % en 1940. Le taux de chômage moyen entre 1933 et 1940 a même grimpé à 17,7 %. Le PIB par habitant des Etats-Unis, qui était de 857 dollars en 1929, était encore à peine supérieur à ce niveau onze ans plus tard, en 1940, avec 916 dollars. Les dépenses de consommation personnelle, qui s'élevaient à 78,9 milliards de dollars en 1929, sont tombées à 71,9 milliards en 1940.

Quid de la crise financière mondiale de 2008 ? Les responsables politiques et les médias ont blâmé la "déréglementation" des marchés financiers. Mais même les économistes britanniques Paul Collier et John Kay, qui ont affirmé à tort que le "fondamentalisme du marché" avait fini par dominer la politique économique des sociétés occidentales au cours des dernières décennies, ont été obligés de concéder que "ceux qui imputent la crise financière à la déréglementation ne reconnaissent pas qu'il y a aujourd'hui, et qu'il y avait en 2008, beaucoup plus de réglementation financière que jamais auparavant : l'Etat a été de plus en plus actif, mais de moins en moins efficace".

Nulle part ailleurs, les principes de l'économie de marché ne sont aussi peu présents que dans le monde de la finance. Et aucun secteur n'est aussi fortement réglementé et supervisé par l'Etat, à l'exception peut-être de celui de la santé. Le fait que les deux domaines de l'économie les plus strictement réglementés par l'Etat soient les plus instables devrait faire réfléchir les détracteurs du capitalisme. Bien sûr, des réglementations sont nécessaires dans ces deux secteurs. Mais le slogan "plus de réglementation aide plus" est de toute évidence erroné.

La grande majorité des crises sont simplement caractéristiques du flux et du reflux réguliers des ondulations économiques normales, c'est-à-dire des intensifications et des ralentissements cycliques de la croissance économique, qui s'estompent après quelques mois ou même une année. Il est incontestable que bon nombre des crises qui se sont produites au cours des quelque cent vingt dernières années ont été

déclenchées, ou du moins considérablement aggravées et prolongées, par l'interventionnisme populiste des dirigeants politiques.

**Rainer Zitelmann est historien et sociologue. Son livre In Defense of Capitalism vient d'être publié en anglais.*